

Le 89 arabe

Intervention le
Mardi 25 septembre 2012 à Cluny

Avec **Benjamin Stora**, historien

- **Intervenant :**
Benjamin STORA
- **Mode d'intervention:**
Conférence débat
- **Coordonnées :**
stora.benjamin@wanadoo.fr

Présentation de l'intervenant

Benjamin Stora est né en Algérie. A l'indépendance du pays, sa famille s'installe à Paris.

Il fait des études et devient docteur en Histoire, en Sociologie et en Littérature. Spécialisé dans les pays du Maghreb, il construit sur ces pays une réflexion particulière, à partir de ses engagements et de son travail universitaire.

Chercheur, il mène des recherches à Hanoï, puis New-York, au Maroc, à Berlin.

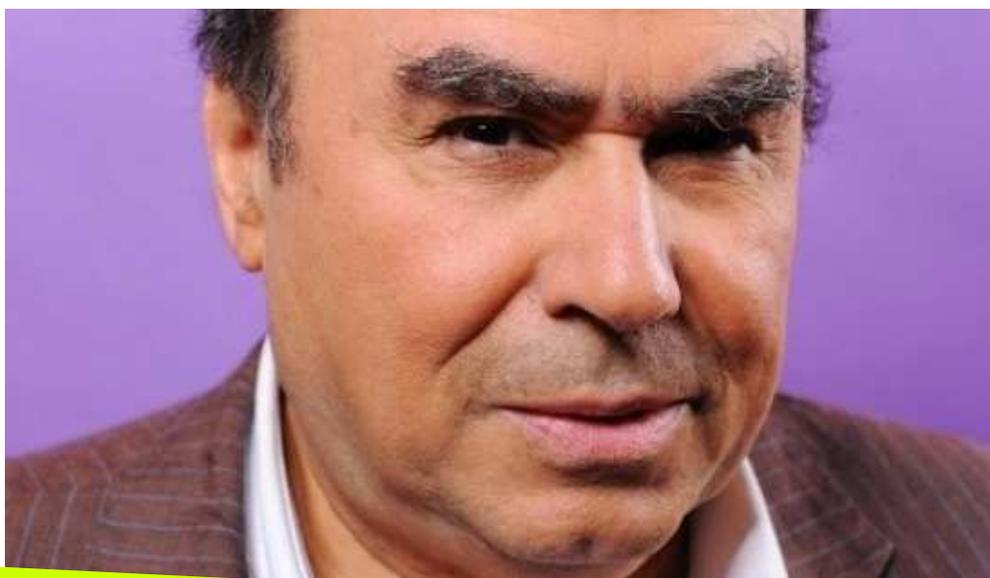
On lui doit diverses publications dont ce livre qu'il a présenté lors de la conférence-débat : "Le 89 arabe", un livre-dialogue avec le journaliste Edwy Plenel.

Comme il le dit d'entrée de jeu au public rassemblé pour l'écouter : "Je ne vais pas vous refaire tout l'historique du printemps arabe. Je vais plutôt dégager un ensemble de questionnement".

Très attentif, le public a écouté puis a apporté ses propres questions :

DANS CE NUMÉRO :

Présentation de l'intervenant	1
Questions / réponses	2 3



Questions / réponses :

Vous avez parlé du traumatisme du 11 septembre et de l'action américaine qui s'en est suivie, aboutissant au renversement des dictatures et à la déstabilisation de certains pays, alliés de l'Occident dans la lutte contre l'islamisme. On constate que les monarchies ont gardé une légitimité alors que les autres, non. Comment expliquez-vous ce fait ?

Je ne parle pas seulement de géopolitique ou de politique internationale, j'ai choisi aussi de parler de la rue réelle, montrer ce qui se passe à l'intérieur des sociétés. Les gens ont leurs propres repères, leur propre histoire qui ne se joue pas exclusivement à partir de l'Occident. Ainsi les Américains n'ont pas été à l'origine des révolutions arabes car ils n'avaient pas intérêt à la déstabilisation des Etats actuels. Ils n'ont pas préparé les révolutions arabes pour installer les islamistes. Le mouvement premier est celui de la société qui voulait sortir

des systèmes autoritaires. Il y a eu, en effet, un ajustement de la politique américaine après le 11 septembre. Il y a eu l'Irak, l'Afghanistan. Les Américains veulent retrouver leur crédibilité, leur légitimité. En 2009, la démocratisation en Iran a été malmenée : trucage des élections, écrasement des jeunes qui se sont soulevés...

Les alliances du pouvoir avec les Occidentaux n'expliquent pas pourquoi les islamistes ont pu prendre tant de place dans ces pays. Ce sont des phénomènes endogènes. Les islamistes, groupe po-

litique, se sont servis des contradictions de la politique internationale, pour certains, des Américains pour prendre le pouvoir. Mais ceux qui ont réussi, en Tunisie et en Egypte, ont déjà un problème avec leur société.

Les discours dans les mosquées ne peuvent suffire à construire une ligne politique et sociale cohérente. Quand il y a des millions de chômeurs, ça ne tient plus aussi facilement. Pour rester légitimes, les pouvoirs islamiques vont devoir réajuster leurs programmes sociaux, politiques économiques et culturels.

Pour rester légitimes, les pouvoirs islamiques vont devoir réajuster leurs programmes sociaux, politiques économiques et culturels

Vous avez relevé la compétition chiite/sunnite. Diviser pour régner, on connaît, mais quelle est la cause de cette compétition ?

Le schisme dans l'Islam est une vieille histoire, une question de succession dynastique. Au fil du temps, il y a prise de pouvoir par les uns et par les autres. A ces querelles de succession se superposent une interprétation du Coran et des considérations sociales et politiques.

Les oppositions se structurent à partir des confessions, par exemple, le Liban. La fracture entre le Hezbollah et les milices chiites sont des fractures religieuses qui ont été recouvertes, dissimulées par le nationalisme et l'anticolonialisme. Maintenant, ces fractures resurgissent et les questions d'avant les indépendances se posent à nouveau.

La diffusion de l'information, l'informatique et internet jouent un rôle évident dans les événements mais on a l'impression que c'était des jeunes. Qu'en est-il du reste de la population ?

Facebook joue un rôle, on ne peut pas le nier, mais il s'agit aussi d'une certaine jeunesse : la jeunesse urbaine, éduquée, qui connaît les langues. C'est une élite, une avant-garde culturelle, qui a accès à la modernité. Cette élite a eu un rôle déclencheur mais il faut que la masse adhère.

Il faut se souvenir de ce principe : ceux qui commencent les révolutions sont rarement ceux qui les finissent. La révolution dévore ses enfants, oublie ses fondateurs, les fait disparaître.

L'histoire est en train de se faire à très grande vitesse. Aujourd'hui, ces avant-gardes ancrées dans la modernité sont dans des situations difficiles. Vont-elles reprendre confiance, reprendre pied ? On ne peut pas dire.

Ceux qui commencent les révolutions sont rarement ceux qui les finissent.

En Iran, où en est la révolution ? Il peut y avoir évolution bonne mais aussi quelque chose de terrible. On peut s'inquiéter pour les journalistes, les femmes.

On est à la croisée des chemins : dans ce pays, l'islam est religion d'Etat, c'est dans la constitution. Le pouvoir peut durcir la législation, devenir comme le parti unique qu'ils ont supplanté.

Quand il y a eu la révolution en Iran, on ne savait pas ce qui allait se passer. Le syndicalisme ouvrier y était le plus développé de tous les pays arabes. Ça a été cassé en trois ans. L'histoire n'est pas déjà écrite. C'est pareil dans tous les pays où les islamistes sont au pouvoir. Il y a des tendances culturelles lourdes et les hommes et les femmes décident de les renverser. En Algérie, en 1983, les femmes ont réclamé des modifications au code de la famille. Il y a eu une énorme mobilisation féminine et pourtant elles ont perdu. La défaite des femmes a été voulue par le parti au pouvoir qui a fait alliance avec les islamistes.

En Tunisie, les islamistes ne parviennent pas à domestiquer l'UGTT, (Union générale tunisienne du travail), le plus important syndicat du pays.

Quels sont les enjeux dans la construction des constitutions avec l'élément "place de la femme et de la famille" ?

Il faut se poser cette question : l'Etat est-il un Etat théocratique, c'est-à-dire basé sur la religion ou l'Etat est-il un Etat civil, basé sur une justice et un ordre qui ne sont pas la charia, la loi coranique.

Le statut des femmes dépend de cette question.

Quand ils étaient dans la quête du pouvoir, les frères musulmans voulaient un Etat civil mais maintenant qu'ils ont le pouvoir, ils veulent un Etat théocratique. Actuellement, ce mot d'ordre d'un Etat civil est repris par les oppositions mais ne vont-ils pas se contenter de pluralité dans la société ?

Vous dites que l'on surestime l'action des puissances étrangères, pourtant quand on considère la situation au Mali, avec l'insurrection des Touaregs, on sent que la France se prépare à la guerre.

La France peut-elle entrer en guerre au Mali ? Quelle sera l'attitude de l'Algérie ? En terme logistique, militaire, le Mali n'est pas capable seul de livrer une guerre.

On ne sait pas vraiment l'avenir des positions américaine et algérienne, qui semblent liées sur cette affaire. Les Algériens se présentent en « rempart » de l'islamisme radical, mais l'interrogation est très forte.

Préserver ses intérêts économiques, c'est ce que fait la France mais elle n'est plus assez puissante pour s'engager seule, elle doit rechercher des alliés. Il ne faut pas sous-estimer la contamination sociale, fondamentaliste, dans cette partie du monde. Et les Etats au Maghreb n'apparaissent pas assez forts.

Quand on voit l'impossibilité de créer un marché commun au Maghreb, on se dit que ces pays auront du mal à s'unir contre l'islamisme.

On a l'impression que c'est l'Iran qui est le plus bloqué, pouvez-vous en parler ?

On peut penser qu'il s'agit de l'embrassement de l'Islam contre l'Occident mais on peut aussi regarder le nombre, faible, de manifestations devant les ambassades.

L'assassinat de l'ambassadeur à Benghazi, c'est du terrorisme organisé, pas une manifestation populaire. Il y a eu, ensuite, des manifestations contre les islamistes à Benghazi. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu d'émotion dans ces sociétés, qui sont des sociétés religieuses. Il y a des consensus de religion basés sur l'émotion mais y a-t-il des passages à l'acte ?

Les forces politiques religieuses sont elles-mêmes touchées par un processus de sécularisation. Elles sont en train de devenir un courant politique parmi d'autres. C'est par là que s'installe la sécularisation, ce n'est pas simplement par la lecture des philosophes des « Lumières ». Les sociétés deviennent actrices de leur histoire.

L'Islam ne doit pas être regardé comme il y a cinquante ans. Le monde musulman se fracture et doit s'interroger sur la fuite des membres des autres confessions. A Tahrir, au Caire, les Coptes ont manifesté avec les musulmans. Au Maghreb, les minorités non-musulmanes ont disparu, la minorité juive a disparu. Aujourd'hui, les gens se posent ces questions alors qu'il y a dix ans, non.

Il y a des islamistes violents et ra-

dicaux, cela ne signifie pas qu'ils unifient la société derrière eux. Non. La société est plus complexe. Ça ne veut pas dire qu'on va vers plus d'harmonie : des fractures, des batailles et des résistances annoncent d'autres sociétés.

Il y aura une suite de questionnement sur l'Islam (minorités, blasphème, critique du Coran...). On a une nouvelle configuration d'affrontement dans une situation internationale nouvelle : il n'y a pas que les Américains, il y a aussi les Russes et les Chinois, présents par le biais de leurs alliés dans la place..

L'Iran a expérimenté le plus loin la théocratie et c'est là qu'il y a le plus de gens qui sont moins religieux. C'est là que la distance est la plus forte. En 2009, les jeunes se sont révoltés, ils ont été battus mais ce n'est pas fini. Le mouvement démocratique peut revenir.

En Algérie aussi, l'Islam politique a été en pointe, mais les gens sont désabusés par la politique. Ils sont individualistes. Pour les jeunes : ils partent mais pour eux mêmes, plutôt que de se battre à l'intérieur de leur société, agir dans la nation. Même si le mouvement nationaliste est encore fort et l'identité nationale, puissante, le lien citoyen s'est distendu. Il y a des mouvements de protestation, sur des aspects pratiques (santé, éducation, logements).

Université Rurale du Clunisois
FRGS
Rue des Griottons
71250 Cluny

Tél. - 03 85 59 23 64
Fax - 03 85 59 12 47

Email - frgs@wanadoo.fr

Retrouvez toute l'actualité du FRGS sur notre site internet :
www.fdf71.org/cluny